



NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

# 50 ANS APRÈS LA GRÈVE GÉNÉRALE DE MAI-JUIN 68

## QUE 2018 SOIT L'ANNÉE DE LA RIPOSTE DE LA JEUNESSE ET DU MONDE DUTRAVAIL

BULLETIN AUTO NPA LORRAINE NORD

PSA TREMERY & METZ-BORNY

15 JANVIER 2018

Pour ses vœux de fin d'année, Macron a confirmé ce que tout le monde savait déjà : « *Je me suis attaché à faire ce à quoi je m'étais engagé durant la campagne présidentielle* » !

Il voulait "réformer" au pas de charge, au moyen des ordonnances. C'est clair, il a tenu sa promesse. Au point que Gattaz, président des patrons, a cru bon de déclarer : « *Macron a fait les quelques réformes que nous attendions depuis des années* ». Et pour qu'on soit prévenus, il a réaffirmé sa volonté de poursuivre « *avec la même force, le même rythme et la même volonté* » en 2018.

### Faciliter les licenciements

Les ordonnances à peine ratifiées et les décrets parus, les employeurs s'en emparent déjà contre les salariés, avec la mise en œuvre des "ruptures conventionnelles collectives". Sous couvert de "volontariat", cette nouvelle arme des patrons va leur permettre de supprimer des milliers d'emplois sans avoir à justifier d'un "motif économique", à élaborer un "plan social", ni à proposer des reclassements.

Ce dispositif nous avait été vendu par le gouvernement comme devant "faciliter" la vie des patrons des très petites entreprises, pour leur permettre soi-disant d'embaucher, de créer des emplois.

En fait, ce sont d'abord les grandes entreprises du CAC 40 qui vont en faire leurs choux gras, comme Pimkie – partie du groupe Mulliez, une des plus grosses fortunes de France, ou PSA, qui dépassera 2 milliards de bénéfices en 2017 et qui depuis des années, au travers des plans de départs « volontaires », a déjà liquidé près de 3 000 emplois par an.

### S'en prendre aux chômeurs

Dans le même temps, le gouvernement prépare une réforme de l'assurance chômage pour soumettre les demandeurs d'emplois à plus de contrôles et les contraindre à accepter n'importe quel emploi. Une façon d'exercer une pression supplémentaire à la baisse sur tous les salaires, y compris pour ceux et celles qui ont encore un emploi.

### Haro sur les plus pauvres !

Les plus vulnérables ne sont pas épargnés, non plus, par le gouvernement. Plus personne à la rue avant la fin 2017, avait promis Macron, en juillet. Une promesse sans lendemain, comme l'ont rappelé les associations à la fin de l'année.

Pourtant, le ministre Castaner n'a pas hésité à rendre les SDF responsables du fait qu'ils restent à la rue, car « *ils refuseraient d'être hébergés* ». « *Ça suffit, maintenant* », lui a répondu la fondation Abbé Pierre.

Les migrants sont aussi une cible du gouvernement. Au harcèlement policier permanent et aux procès contre ceux qui leur viennent en aide se rajoute un projet de loi en préparation durcissant encore les conditions d'accès au droit d'asile et multipliant les possibilités d'expulsion.

### Préparer la riposte du monde du travail

Malgré l'échec des mobilisations contre la loi travail ou les ordonnances, dans de nombreux secteurs, la combativité des travailleurs a permis de faire reculer les employeurs. C'est le cas dans le nettoyage, où après plusieurs semaines de grève, les travailleurs d'Onet ont gagné sur leurs revendications. C'est aussi le cas dans la restauration, l'hôtellerie, et même dans les activités ubérisées comme Deliveroo. C'est encore le cas dans les hôpitaux comme à Bordeaux, Toulouse ou en région parisienne.

Il y a cinquante ans, en mai-juin 1968, la grève générale qui avait paralysé la France pendant un mois, entraînant 7 à 8 millions de grévistes, fit lâcher à De Gaulle une augmentation du SMIC de 35%. En 1936, c'est la grève générale qui imposa la semaine de cinq jours, les congés payés et les conventions collectives à un patronat tremblant devant les occupations d'usines.

Oui, c'est bien ce chemin qu'il nous faut nous préparer à prendre en 2018.



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

[www.npa-auto-critique.org](http://www.npa-auto-critique.org)

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur

Et maintenant sur Facebook ....



## **PSA : l'inacceptable nouveau plan de licenciements**

Pour la direction de PSA, c'est toujours la même logique : licencier pour augmenter les profits. Cette fois, il s'agit d'intégrer au dispositif d'adéquation des emplois et des compétences (DAEC) un volet concernant les ruptures conventionnelles collectives. Cette disposition des ordonnances de Macron permet des licenciements collectifs sous prétextes « économiques » alors même que PSA devrait annoncer des résultats record.

La « régulation » de l'emploi par l'intérim et la multiplication des CDD ne suffisent plus à assurer la productivité exigée par les actionnaires. Ces suppressions d'emplois permettent d'assurer la pérennité des profits, des dividendes, mais plongent dans la précarité des milliers de travailleuses et travailleurs. Elles aggravent les conditions de travail de celles et ceux qui continuent à produire autant avec des effectifs réduits. La politique répressive développée ces derniers mois par la direction laissait augurer d'une telle offensive. Plus que jamais les organisations syndicales convoquées en urgence le 9 janvier doivent refuser ce mortifère dialogue social. Plus que jamais les salariés doivent associer lutte contre les suppressions de l'emploi et sa précarisation, à celle contre la dégradation des conditions de travail et la répression.

### **PSA Trémery : congés reportés !**

L'accord congé 2017 devait permettre aux salariés de partir en congé à partir du 20 décembre mais c'était sans compter sur la volonté du patron qui manie à la perfection les outils de flexibilité mis à sa disposition.

Devant fournir en urgence des moteurs, les salariés se sont vu contraint de rester à l'usine 2 jours de plus après qu'un avenant à l'accord ait été signé par des syndicats très conciliants avec les patrons en l'échange d'une prime ridicule. Et tant pis pour ceux qui avaient prévus de partir en vacances... Une fois de plus les travailleurs ont subi de plein fouet la politique de réduction des stocks.

### **Renault-SOVAB (Batilly) : le baratin sur les embauches**

Chez Renault, 9000 postes de production reposent sur des salariés intérimaires. La SOVAB a recours, depuis des années, à des centaines de travailleurs en intérim. Bien que son directeur se vante d'avoir embauché, on sait bien que les postes créés en CDI ne sont en fait que des remplacements de départs ! En février 2015, le site comptait 2168 CDI. En novembre 2017, il en comptait 2179.

Pour augmenter la production de Masters à moyens constants : la boîte pression toujours un peu plus les travailleurs et augmente les cadences...

### **Répression chez PSA : la séquestration imaginaire de Poissy**

9 militants CGT de PSA Poissy ont été condamnés à 5 mois de prison avec sursis et au total 11 000 € de préjudice ! Ils s'étaient rendus dans le bureau d'un chef d'équipe suite à un accident du travail. 17 minutes de discussion (avec la porte ouverte) considérées comme de la séquestration ! Le patronat est soutenu par une politique gouvernementale qui cherche à briser droits et résistances des travailleurs.

Pour empêcher la confirmation de ce jugement inique, la mobilisation des salariés de PSA doit s'élargir à toutes les victimes des répressions patronales.

### **Un procès sur la complicité de Ford avec la dictature militaire en Argentine**

Plusieurs anciens dirigeants de Ford sont accusés d'avoir facilité la séquestration et la torture de 24 ouvriers de l'usine de General Pacheco, dans la province de Buenos Aires, pendant la dictature militaire (1976-1983) : ces cadres avaient autorisé l'installation d'un centre torture clandestin à l'intérieur même de l'usine et désignés les délégués syndicaux aux tortionnaires.

Prête à tout pour les profits, Ford Argentina avait profité du climat de terreur pour augmenter les cadences et faire taire toute revendication. C'est la première fois qu'une multinationale est sur le banc des accusés pour sa complicité avec la dictature.

### **Solidarité avec la révolte populaire en Iran**

L'Iran connaît une vague de manifestations depuis le 28 décembre. Plusieurs nuits consécutives, des dizaines de milliers de personnes ont pris la rue pour protester contre la vie chère, le chômage et la classe dirigeante qui accapare toutes les richesses. L'amélioration des conditions de vie, promise par le régime lors de l'accord sur le nucléaire de 2015, n'a pas eu lieu... sauf pour les plus riches. « *Alors que les gens mendient, les mollahs agissent comme des dieux* », scandent les manifestants. Un mouvement profond, qui semble tenir malgré la répression et les contre-manifestations organisées par le pouvoir.